

EXERCICE 2012

ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.

RAPPORT DE GESTION

Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012

Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance de Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice terminé le 29 avril 2012. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et des notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Nous utilisons également dans ce rapport des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Lorsque de telles mesures sont présentées, elles sont définies et le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2012. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site SEDAR à www.sedar.com ainsi que sur notre site web à www.couche-tard.com/corporatif.

Normes internationales d'information financière

Nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 29 avril 2012 sont nos premiers états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS. Par conséquent, nous avons appliqué les exigences d'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, pour établir nos états financiers consolidés. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées aux états financiers consolidés et dans le présent rapport de gestion ont été établies selon les IFRS, y compris les chiffres comparatifs, ces derniers ayant été redressés pour être conformes aux IFRS.

Auparavant, nous préparions nos états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »). Le lecteur doit tenir compte des explications de l'incidence de la transition aux IFRS sur nos états des résultats consolidés, de la variation des capitaux propres consolidés et de nos bilans consolidés qui figurent à la note 29 de nos états financiers consolidés pour l'exercice 2012.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 10 juillet 2012 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activités, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des anticipations que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses inter reliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins que nous y soyons tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous nions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2012, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. En Amérique du Nord, nous sommes la plus importante société en tant que chaîne de magasins d'accommodation indépendante (intégrée ou non à une société pétrolière) en fonction du nombre de magasins exploités par la société (magasins corporatifs).

Au 29 avril 2012, notre réseau comptait 5 803 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 4 216 offraient du carburant. À cette même date, nous avons des contrats pour l'approvisionnement en carburant de 350 sites opérés par des exploitants indépendants. Notre réseau est constitué de 13 unités d'affaires, dont neuf aux États-Unis, couvrant 42 états et le district de Columbia, et quatre au Canada, couvrant les dix provinces. De plus, en vertu de contrats de licences, quelque 3 990 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans neuf autres pays (Chine, Guam, Hong Kong, Indonésie, Japon, Macao, Mexique, Vietnam et Émirats arabes unis). Plus de 60 000 personnes œuvrent dans l'ensemble du réseau de magasins et aux centres de services en Amérique du Nord.

Notre mission est d'offrir à nos clients un service hors pair et rapide en développant avec eux une relation personnalisée et complice tout en les surprenant au quotidien. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins de notre clientèle selon leurs exigences locales. Pour ce faire, nous offrons aux consommateurs des produits d'alimentation, des boissons, du carburant et d'autres produits et services de qualité visant à répondre à leurs demandes dans un environnement propre et accueillant. Notre positionnement dans notre secteur d'activité provient principalement de la réussite de notre modèle d'affaires, qui s'appuie sur une gestion décentralisée, une comparaison continue des meilleures pratiques et sur une expertise opérationnelle bénéficiant des expériences vécues dans les différentes régions de notre réseau. Notre positionnement provient également de l'importance que nous accordons aux marchandises en magasin ainsi que de nos investissements continus dans nos magasins.

Création de valeur

Le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons et des parts de marchés que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et l'amélioration de notre offre. Cependant, malgré ce contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour la société et ses actionnaires. Nous ne préconisons donc pas l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus de notre participation au processus de consolidation de notre secteur d'activités, notons qu'au cours des dernières années, la contribution organique a aussi été un axe important de croissance du bénéfice net. L'amélioration constante de notre offre, dont les produits frais, de nos conditions d'approvisionnement ainsi que de l'efficacité de notre entreprise a été mise en évidence, plus particulièrement au cours des dernières années en l'absence d'acquisitions importantes et d'accroissement net du nombre de magasins. Durant la même période, il a aussi été plusieurs fois plus avantageux de racheter nos propres actions à des multiples moindres que les réseaux de magasins qui nous étaient offerts. Ainsi, l'ensemble de ces éléments ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons continuer dans cette direction.

Aperçu de l'exercice 2012

Le bénéfice net de l'exercice 2012 s'est chiffré à 457,6 millions \$, en hausse de 23,9 % comparativement à celui de l'exercice 2011, principalement en raison de l'accroissement de la contribution des ventes de marchandises et services, de la contribution des acquisitions, des marges sur le carburant plus élevées, de la diminution des frais financiers, de notre saine gestion de nos dépenses, d'un gain avant impôts de 17,0 millions \$ sur des instruments financiers dérivés liés à l'acquisition de Statoil Fuel & Retail ainsi que du goodwill négatif de 6,9 millions \$, avant impôts, enregistré aux résultats de l'exercice 2012. Ces éléments d'accroissement du bénéfice net ont été contrebalancés, en partie, par la hausse des frais liés aux modes de paiement électroniques engendrée par un prix de vente moyen du carburant plus élevé ainsi que par les frais d'acquisition non-récurrents enregistrés aux résultats en vertu des nouvelles normes IFRS.

Notons aussi que durant l'exercice 2011 suite au non-renouvellement de notre offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's, nous avons passé en charge les frais afférents, un impact négatif de 7,0 millions sur le bénéfice net de l'exercice 2011.

En excluant des résultats de l'exercice 2012 les gains non-récurrents sur des instruments financiers dérivés, les frais d'acquisition ainsi que le goodwill négatif et en excluant les frais d'acquisition des résultats de l'exercice 2011, le bénéfice net de l'exercice 2012 aurait été d'approximativement 444,7 millions \$ (2,42 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 377,1 millions \$ (2,00 \$ par action sur une base diluée) pour l'exercice 2011, une augmentation de 67,6 millions \$, soit 17,9 %.

Acquisition de Statoil Fuel & Retail ASA (« Statoil Fuel & Retail »)

Subséquemment à la fin de l'exercice 2012, entre le 19 juin 2012 et le 29 juin 2012, nous avons acquis 98,9 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail (SFR/Oslo Børs) pour une contrepartie en espèces de 51,20 couronnes norvégiennes (« NOK ») par action, soit un total de 15,2 milliards NOK ou approximativement 2,6 milliards \$. Ayant atteint une participation supérieure à 90 %, en conformité avec les lois norvégiennes, le 29 juin 2012, nous avons entamé un processus d'acquisition forcée afin de racheter la participation des actionnaires minoritaires restants et s'assurer que Statoil Fuel & Retail devienne notre filiale en propriété exclusive.

Statoil Fuel & Retail est un important détaillant scandinave de carburant pour transport routier avec plus de 100 ans d'opérations dans la région. Statoil Fuel & Retail exploite un vaste réseau de vente au détail à travers la Scandinavie (Norvège, Suède, Danemark), la Pologne, les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et la Russie avec environ 2 300 magasins, la majorité offrant du carburant et des produits d'accommodation et certains étant automatisés (carburant seulement). Statoil Fuel & Retail occupe une position de chef de file dans plusieurs des pays dans lesquels elle fait affaires et est propriétaire des terrains pour plus de 900 sites et des bâtisses pour plus de 1 700 sites.

Statoil Fuel & Retail offre aussi d'autres produits tels que de l'énergie stationnaire, du carburant pour le secteur maritime, du carburant pour l'aviation, des lubrifiants et des produits chimiques. En Europe, Statoil Fuel & Retail détient et exploite 12 terminaux clés de carburant et 38 dépôts de carburant dans huit pays tandis qu'elle y exploite aussi environ 400 camions citernes.

Au cours de son exercice terminé le 31 décembre 2011, Statoil Fuel & Retail a enregistré des ventes de 73 691 millions NOK et une marge brute de 10 035 millions NOK dont 5 103 millions NOK proviennent de la vente de carburant et 2 815 millions NOK de la vente de produits d'accommodation. Le BAIIA s'est chiffré à 3 037 millions NOK dont plus de 90% ont été générés par les opérations en Scandinavie, une région très solide au niveau économique. Le bénéfice de Statoil Fuel & Retail s'est chiffré à 1 080 millions NOK tandis que son actif totalisait 22 825 millions NOK au 31 décembre 2011. Durant cette même période, Statoil Fuel & Retail a vendu 8 416 millions de litres de carburant et a enregistré une marge brute de 0,606 NOK par litre.

En incluant les employés travaillant dans ses stations franchisées, environ 18 500 personnes travaillent dans le réseau de détail de Statoil Fuel & Retail à travers l'Europe, à son siège social, aux huit bureaux régionaux, à ses terminaux et ses dépôts.

Plus d'informations sur Statoil Fuel & Retail est disponible sur leur site internet au www.statoilfuelretail.com.

Cette transaction a été financée à l'aide de notre nouvelle facilité d'acquisition décrite ci-dessous.

Nouvelle convention de crédit pour le financement de l'acquisition de Statoil Fuel & Retail

Le 16 avril 2012, nous avons conclu une nouvelle convention de crédit de 3,2 milliards \$ consistant en une facilité de crédit non renouvelable non garantie d'acquisition (la « facilité d'acquisition ») d'une durée initiale de trois ans. La facilité d'acquisition est disponible exclusivement pour financer, directement ou indirectement, l'acquisition de Statoil Fuel & Retail et les coûts de transaction relatifs à la transaction ou pour rembourser tout endettement de Statoil Fuel & Retail et ses filiales. La facilité d'acquisition est disponible (i) en dollars canadiens sous la forme de prêts au taux préférentiel ou d'émission d'acceptations bancaires et (ii) en dollars US, sous la forme de prêts au taux de base américain ou au taux LIBOR. Les sommes empruntées en vertu de la facilité d'acquisition portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable déterminé en fonction du niveau d'un de nos ratios de levier financier.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, nous devons maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Contrats de change à terme

Tel que décrit plus haut, l'acquisition de Statoil Fuel & Retail est libellée en NOK alors que notre facilité d'acquisition est libellée en dollars US. Nous avons donc déterminé qu'il existait un risque lié à la variation du taux de change entre le dollar US et le NOK puisque l'affaiblissement hypothétique du dollar US contre le NOK aurait augmenté nos besoins de liquidités en dollars US afin de clore l'acquisition de Statoil Fuel & Retail. Afin d'atténuer ce risque et en raison d'un marché de change peu liquide pour le NOK, nous avons conclu avec des institutions financières reconnues des contrats de change à terme (ci-après, « contrats de change ») nous permettant ainsi de prédéterminer une portion importante du déboursé que nous prévoyions faire en dollars US pour l'acquisition de Statoil Fuel & Retail :

- Au 29 avril 2012, nous avons des contrats de change nous engageant à livrer, à des dates diverses, 2,22 milliards \$ US en échange de 12,82 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,7879 NOK pour un dollar US. À cette même date, le gain non-matérialisé sur ces contrats de change se chiffrait à 17,0 millions \$ et a été enregistré aux résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012.
- Subséquemment à la fin de l'exercice 2012, nous avons conclu des contrats de change additionnels nous engageant à livrer, à des dates diverses, 1,25 milliard \$ US en échange de 7,32 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,8530 NOK pour un dollar US.

Au total, nous avons donc conclu des contrats de change nous engageant à livrer 3,47 milliards \$ US en échange de 20,14 milliards NOK équivalant à un taux moyen pondéré de 5,8114 NOK pour un dollar US, soit un taux favorable par rapport au taux de 5,75 en vigueur au 18 avril 2012, date de l'annonce de notre offre.

Subséquemment, nous avons modifié les dates d'échéance initiales de certains contrats de change afin de les faire coïncider avec les dates réelles de décaissement pour le paiement des actions de Statoil Fuel & Retail. Ainsi, entre le 15 juin et le 25 juin 2012, nous avons réglé une partie importante des contrats de change pour une valeur de 2 570,1 millions \$ afin de procéder au paiement des actions de Statoil Fuel & Retail tandis que le restant des NOK à notre disposition ainsi que les NOK que nous recevrons suite au règlement des contrats de change qui n'ont pas encore été réglés serviront à l'achat des actions restantes et au refinancement d'une partie importante de la dette à long terme existante, libellée en NOK, de Statoil Fuel & Retail.

Selon les normes comptables, puisque nous ne pouvions appliquer la comptabilité de couverture, l'investissement dans Statoil Fuel & Retail que nous porterons à notre bilan consolidé sera inscrit en dollars US selon le taux de change en vigueur aux dates de règlement de la transaction d'acquisition tandis que les variations de juste valeur des contrats de change seront portées aux résultats. Au niveau des flux de trésorerie, la somme de ces deux montants équivaut, à tout égard important, au montant que nous aurions eu à déboursier en dollars US si la transaction avait eu lieu au 18 avril 2012, date de l'annonce de notre offre ou plus spécifiquement au taux moyen de 5,8114 NOK que nous avons fixé par cette stratégie. L'impact sur l'encaisse est donc celui que nous avons prédéterminé en fixant le taux à un niveau favorable par rapport à notre modélisation de l'acquisition ainsi que par rapport au taux au moment de l'annonce de notre offre.

En date du 10 juillet 2012, en fonction des contrats de change qui ont été réglés et des taux de change prévalant au moment du règlement de ceux-ci, nous évaluons qu'une perte comptable d'approximativement 87,1 millions \$ sera enregistrée aux résultats de notre prochain trimestre tandis que la perte comptable non-matérialisée sur les contrats de change qui n'ont pas été réglés se chiffrait à approximativement 28,7 millions \$ au 10 juillet 2012 et pourrait fluctuer en fonction des variations du taux de change jusqu'au moment de leur règlement.

Nouvelle facilité de crédit et réduction des anciennes facilités de crédit

Le 9 décembre 2011, nous avons conclu une nouvelle convention de crédit consistant en une facilité de crédit non-renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 1,0 milliard \$ d'une durée initiale de cinq ans. La facilité de crédit est disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 100,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable ; et
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 millions \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier de la société sont applicables sur la partie inutilisée des facilités de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, nous devons maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Considérant cette nouvelle convention, les montants disponibles en vertu des conventions de crédits préexistantes ont été ajustés comme suit :

- Le montant initial de 650,0 millions \$ du crédit d'exploitation A a été réduit à 326,0 millions \$; et
- Le montant initial de 310,0 millions \$ du crédit d'exploitation B a été réduit à 154,0 millions \$.

Les portions utilisées de ces facilités en excès des montants initiaux réduits ont été transférées à la nouvelle facilité de crédit. Les conventions préexistantes demeurent effectives jusqu'au 22 septembre 2012. Toutes les autres conditions d'utilisation des conventions de crédit préexistantes demeurent inchangées.

Croissance du réseau

Entente de juin 2011 avec ExxonMobil

En juin 2011, nous avons signé une entente avec ExxonMobil pour 322 magasins et les contrats d'approvisionnement en carburant pour 65 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. En date de signature de l'entente, 72 des magasins étaient exploités par ExxonMobil (magasins corporatifs), 85 sites pour lesquels ExxonMobil louait le terrain et détenait la bâtisse étaient exploitées par des exploitants indépendants tandis que 165 sites pour lesquels ExxonMobil détenait le terrain et la bâtisse étaient exploités par des exploitants indépendants. En vertu des lois de la Californie, le transfert à Couche-Tard de ces 165 derniers sites était conditionnel à l'obligation de ExxonMobil de faire une offre « *bona fide* » aux exploitants indépendants de ces sites. En date du 10 juillet 2012, ce processus d'offre n'était pas terminé.

Le tableau suivant résume les progrès effectués dans le cadre de cette entente ainsi que les étapes qui doivent être complétées.

	Durant la période de 12 semaines terminée le 9 octobre 2011	Durant la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012	Durant la période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012	Magasins qui n'ont pas encore été intégrés
Magasins corporatifs	1	73 ⁽¹⁾	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (terrain loué par la société et bâtisse détenue par la société)	-	83 ⁽²⁾	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (immobilier détenu par la société)	-	-	8	126 ⁽³⁾
Contrats d'approvisionnement en carburant	63 ⁽⁴⁾	-	13 ⁽⁵⁾	18 ⁽⁵⁾

(1) Deux de ces sites étaient exploités par des exploitants indépendants au moment de l'entente originale.

(2) Deux des 85 sites prévus à l'entente originale ont été convertis en magasins corporatifs par ExxonMobil préalablement à leur transfert à Couche-Tard.

(3) Conditionnel à l'obligation de ExxonMobil de faire une offre « *bona fide* » aux exploitants indépendants. Advenant l'acceptation de l'offre par les exploitants indépendants, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant nous seraient transférés.

(4) Deux des contrats d'approvisionnement en carburant prévus à l'entente original n'ont pas été renouvelés par les exploitants indépendants.

(5) Pour ces sites, les exploitants indépendants ont accepté l'offre « *bona fide* » que ExxonMobil leur a soumise. Donc, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant de ces sites nous ont été (nous seront) transférés.

Autres transactions d'acquisition complétées

En mai 2011, nous avons acquis auprès de Shell Canada Products, 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, au Canada. Nous sommes propriétaires du terrain et des immeubles de sept sites et nous louons ces mêmes actifs pour les quatre autres sites.

En mai 2011, nous avons acquis cinq magasins corporatifs opérant sous la bannière Gas City dont un est situé en Arizona et les quatre autres dans la région de Chicago aux États-Unis. Ces quatre derniers sites ont été acquis par l'entremise de notre coentreprise RDK. Nous sommes propriétaires du terrain et des immeubles de trois sites et louons les autres.

En octobre 2011, nous avons acquis auprès de Chico Enterprises Inc., 26 magasins corporatifs opérant dans le nord de la Virginie-Occidentale, États-Unis, une région adjacente à nos opérations en Ohio. Nous sommes propriétaires de l'immobilier de 25 des sites tandis que nous détenons la bâtisse et louons le terrain pour l'autre site.

En novembre 2011, par l'entremise de notre coentreprise RDK, nous avons acquis auprès de Supervalu Inc., 27 magasins opérant dans la région de Chicago, Illinois, États-Unis. L'entente comprend aussi le transfert à RDK de deux parcelles de terrains vacants. Des 27 magasins, 14 sont des magasins corporatifs et 13 sont exploités par des exploitants indépendants. RDK est propriétaire de l'immobilier pour 24 magasins et deux parcelles de terrains vacants et loue l'immobilier pour les trois autres magasins.

En novembre 2011, nous avons acquis auprès de ExxonMobil, 33 magasins corporatifs opérant sous la bannière « On the Run » dans l'État de la Louisiane, aux États-Unis. Nous détenons les bâtisses des 33 sites ainsi que le terrain de 25 sites tandis que nous louons les terrains pour huit sites.

En décembre 2011, nous avons acquis auprès de Neighbors Stores Inc., 11 magasins corporatifs opérant dans l'État de la Caroline du Nord, aux États-Unis. Nous détenons les bâtisses de huit sites ainsi que les terrains de neuf sites tandis que nous louons ces mêmes actifs pour les autres sites.

En avril 2012, nous avons acquis auprès de Dead River Company, 17 magasins corporatifs opérant dans l'état du Maine, aux États-Unis. Deux restaurants à service rapide nous ont aussi été transférés. Nous sommes propriétaires du terrain et des immeubles de 16 sites et louons ces actifs pour les trois autres sites.

De plus, au cours l'exercice 2012, nous avons fait l'acquisition de 18 autres magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes.

En mai 2012, subséquemment à la fin de l'exercice 2012, nous avons acquis auprès de Signature Austin Stores, 20 magasins corporatifs opérant dans l'état du Texas, aux États-Unis. Nous louons l'immobilier pour tous les sites.

Ces acquisitions ont été effectuées en utilisant la trésorerie ainsi que les facilités de crédit disponibles.

Construction de magasins

Nous avons complété la construction de 28 nouveaux magasins au cours de l'exercice 2012.

Sommaire du mouvement de nos magasins pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 29 avril 2012

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement de nos magasins au cours des périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012 ⁽¹⁾ :

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012		
	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total
Nombre de magasins au début de la période	4 522	1 295	5 817	4 401	1 394	5 795
Acquisitions	21	-	21	200	-	200
Ouvertures / constructions / ajouts	14	30	44	37	64	101
Fermetures / dispositions / retraits	(19)	(60)	(79)	(100)	(193)	(293)
Conversion en magasin corporatif	1	(1)	-	1	(1)	-
Nombre de magasins à la fin de la période	4 539	1 264	5 803	4 539	1 264	5 803
Magasins pour lesquels nous contrôlons l'immobilier mais qui sont opérés par des exploitants indépendants et auxquels nous fournissons du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						161
Magasins auxquels nous fournissons du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						189
Magasins licenciés à l'international						3 990
Nombre total de magasins faisant partie du réseau de Couche-Tard						10 143

(1) Ces chiffres incluent 50% des magasins opérés par l'entremise de RDK.

(2) Magasins que nous opérons sous une de nos bannières principales (Couche-Tard, Mac's, Circle K).

(3) Magasins opérés par un exploitant indépendant en vertu d'un contrat de franchisage ou similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.

Programme de rachat d'actions

Programme échu le 24 octobre 2011

Nous avons un programme de rachat d'actions qui nous permettait de racheter un maximum de 2 685 335 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Le programme est venu à échéance le 24 octobre 2011. Le tableau suivant résume les rachats d'actions effectués en vertu de ce programme.

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012		Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	-	-	2 700	29,44 \$ CA	14 700	26,08 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	-	-	4 559 900	28,81 \$ CA	7 328 200	27,40 \$ CA

Ces rachats ont eu pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions ont été annulées dès leur rachat.

Programme effectif le 25 octobre 2011 venant à échéance, au plus tard, le 24 octobre 2012

Nous avons implanté un nouveau programme de rachat d'actions nous permettant de racheter un maximum de 2 684 420 des 53 688 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 126 400 des 111 264 009 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 11 octobre 2011 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, nous pouvons procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 82 118 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ces rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2012. Toutes les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. Le tableau suivant résume les rachats d'action effectués en vertu de ce programme depuis son implantation.

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012		Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012		Depuis l'implantation de ce programme	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	-	-	1 000	30,50 \$ CA	1 000	30,50 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	-	-	2 409 300	30,19 \$ CA	2 409 300	30,19 \$ CA

Dividendes

Lors de sa réunion du 10 juillet 2012, le conseil d'administration de la société (le « conseil ») a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 0,075 \$ CA par action aux actionnaires inscrits au 19 juillet 2012 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, payable le 2 août 2012. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* du Canada.

Au cours de l'exercice 2012, le conseil a déclaré des dividendes totaux moyens de 0,275 \$ CA par action.

Changements au conseil d'administration

Le 6 septembre 2011, après trois ans à titre de président du conseil, monsieur Richard Fortin a cédé sa place à monsieur Réal Plourde. Monsieur Fortin continue de jouer un rôle actif au sein de la société en demeurant membre du conseil et du comité exécutif. En plus de ces nouvelles responsabilités en tant que président du conseil, monsieur Plourde demeure un membre actif du comité exécutif.

Le 13 mars 2012, suite au décès plus tôt en 2011 de monsieur Roger Longpré, ancien membre du conseil, Madame Nathalie Bourque a été élue à titre de nouveau membre du conseil. De plus, cette dernière remplace M. Richard Fortin en tant que membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise. Madame Bourque est vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales chez CAE Inc.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 6 juillet 2012, 53 651 712 actions à vote multiple catégorie A et 125 404 932 actions à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 481 564 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne catégorie B de Couche-Tard en circulation.

Données sur le taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis et de notre dette libellée en grande partie en dollars US.

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture de la Banque du Canada, indiqués en dollars US par tranche de 1,00 \$ CA :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Périodes de 52 semaines terminées les	
	29 avril 2012	24 avril 2011	29 avril 2012	24 avril 2011	25 avril 2010
Moyenne pour la période ^(a)	1,0053	1,0240	1,0051	0,9861	0,9296
Fin de la période	1,0194	1,0485	1,0194	1,0485	1,0009

(a) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations canadiennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et corporatives et n'ont pas d'impacts économiques réels sur notre performance puisque la plupart de nos revenus et de nos charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Par conséquent, la sensibilité de nos résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Catégories de l'état des résultats

Ventes provenant des marchandises et des services. Les ventes de marchandises en magasin découlent principalement de la vente de produits du tabac, des produits frais y compris la restauration rapide, de bières et vins, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines et de boissons diverses. Les ventes provenant des services comprennent les frais attribuables aux guichets automatiques bancaires, les ventes de cartes d'appel et de cartes-cadeaux, les revenus tirés des lave-autos, les commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats, les frais d'encaissements de chèques ainsi que les ventes de timbres postaux et de billets d'autobus. Les ventes provenant des services comprennent aussi les frais de franchise, les redevances de certains affiliés et les royautés provenant des franchisés.

Ventes provenant du carburant. Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant, y compris les taxes incluses, si nous prenons possession du stock de carburant. Aux États-Unis, dans certains cas, nous achetons le carburant et le revendons au coût plus une majoration à certains opérateurs de magasins indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

Marge brute. La marge brute se compose principalement des ventes moins les coûts des marchandises et du carburant vendus. Le principal élément inclus dans le coût des ventes est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs. Pour les marchandises en magasin, le coût des stocks se calcule généralement selon la méthode de l'inventaire au prix de détail (prix de détail moins une marge normale) et, pour le carburant, il est déterminé à l'aide de la méthode du coût moyen. La marge brute provenant du carburant pour les magasins où nous touchons une commission correspond à la commission découlant de la vente.

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux. Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux se composent principalement de la main-d'œuvre, des frais nets d'occupation, des frais liés aux modes de paiements électroniques, des commissions aux agents à commission et des frais généraux.

Les indicateurs de performance clés employés par la direction, qui figurent sous la rubrique « Informations financières consolidées choisies – Autres données d'exploitation », sont la marge brute sur les marchandises et services, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable, la marge brute sur le carburant, la croissance du volume de carburant par magasin comparable, le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux employés.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 13 et 12 semaines terminées le 29 avril 2012 et le 24 avril 2011, respectivement :

(En millions de dollars US, sauf indication contraire)

	Période de 13	Période de 12	Variation
	semaines terminée le	semaines terminée le	
	29 avril 2012	24 avril 2011	%
Chiffre d'affaires	6 063,2	4 737,0	28,0
Bénéfice d'exploitation	137,4	82,8	65,9
Bénéfice net	117,8	64,5	82,6
Données d'exploitation choisies :			
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
Consolidée	32,8 %	33,6 %	(0,8)
États-Unis	32,8 %	33,5 %	(0,7)
Canada	32,9 %	33,6 %	(0,7)
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis	3,4 %	3,6 %	
Canada	5,4 %	(2,1 %)	
Croissance du volume de carburant par magasin comparable ⁽³⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis	0,2 %	0,3 %	
Canada	0,1 %	1,8 %	
Marge brute sur le carburant ⁽³⁾ :			
États-Unis (cents par gallon)	16,98	14,06	20,8
Canada (cents CA par litre)	5,60	5,01	11,8

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Sur une base normalisée de 12 semaines.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 6,1 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, en hausse de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 28,0 %, principalement attribuable aux acquisitions, à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé, à la croissance des ventes de marchandises et services par magasin comparable aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à l'impact de la treizième semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2012. Ces éléments de croissance du chiffre d'affaires ont été contrebalancés, en partie, par l'impact d'un dollar canadien plus faible.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services du quatrième trimestre de l'exercice 2012 a été de 212,5 millions \$ ou 15,1 % dont approximativement 42,0 millions \$ ont été générés par les acquisitions. Du côté de la croissance interne, sur une base comparable de 12 semaines, les ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis ont augmenté de 3,4 % tandis qu'au Canada, elles ont augmenté de 5,4 %. Tant du côté du marché canadien que du marché américain, la variation des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins. Aux États-Unis, un manufacturier de cigarettes a modifié ses conditions d'approvisionnement et sa structure de prix au début du premier trimestre de l'exercice 2012 en encourageant les marchands à diminuer ou maintenir des prix unitaires bas sur certains de ses produits, ce qui a eu comme impact de mettre une pression déflationniste sur nos ventes de cigarettes. Ainsi, nous calculons que sans les produits du tabac, nos ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 6,1 % aux États-Unis sur une base équivalente de 12 semaines. En ce qui a trait au dollar canadien plus faible, il a eu un impact défavorable d'approximativement 8,0 millions \$ sur les ventes de marchandises et services du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 1,1 milliard \$ ou 33,4 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, dont approximativement 527,0 millions \$ sont attribuables aux acquisitions. L'économie encore vacillante ainsi que les prix à la pompe plus élevés ont continué de mettre de la pression sur la consommation de carburant, ce qui peut expliquer la faible croissance du volume de carburant par magasin comparable au Canada et aux États-Unis, qui s'est chiffrée à 0,1 % et 0,2 %, respectivement, sur une base comparable de 12 semaines.

Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 276,0 millions \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
États-Unis (dollars US par gallon)	3,67	3,50	3,32	3,74	3,54
Canada (cents CA par litre)	114,08	112,90	109,88	117,05	113,27
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,72	2,67	2,89	3,44	2,92
Canada (cents CA par litre)	91,46	90,47	97,76	108,53	96,91

Pour ce qui est du dollar canadien plus faible, celui-ci a eu un impact défavorable d'approximativement 10,0 millions \$ sur les ventes de carburant du quatrième de l'exercice 2012.

Marge brute

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté de 59,4 millions \$, soit 12,6 %, s'établissant à 32,8 %, une diminution de 0,8 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice 2011. Aux États-Unis, la marge est en baisse de 0,7 %, se chiffrant à 32,8 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 32,9 %, en baisse de 0,7 %. Cette performance reflète les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés. Plus précisément, ces diminutions de marge reflètent des promotions plus agressives dans certaines catégories afin de protéger l'achalandage de nos magasins ainsi que l'augmentation du coût de certains de nos produits que nous avons absorbé sans la passer aux consommateurs. Par contre, en dollars absolus, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable a plus que compensé la diminution de la marge en pourcentage sur ces produits, nos stratégies ayant donc eu les résultats escomptés.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs aux États-Unis affiche une hausse de 2,92 ¢ par gallon, passant de 14,06 ¢ par gallon l'an dernier à 16,98 ¢ par gallon cette année. Au Canada, la marge brute est aussi en hausse, atteignant 5,60 ¢ CA par litre comparativement à 5,01 ¢ CA par litre au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	19,95	17,04	14,84	16,98	16,99
Frais liés aux modes de paiements électroniques	5,29	5,20	4,74	5,06	5,04
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,66	11,84	10,10	11,92	11,95
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	18,83	16,84	13,12	14,06	15,54
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,15	4,16	4,36	4,93	4,40
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,68	12,68	8,76	9,13	11,14

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 10,9 % comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011 mais sont en hausse de seulement 5,9 % si l'on exclut certains éléments, tel que présenté dans le tableau suivant :

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012
Variation totale, telle que publiée	10,9 %
Soustraire:	
Augmentation provenant des dépenses additionnelles des magasins acquis	4,5 %
Augmentation générée par la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques	1,8 %
Goodwill négatif enregistré aux résultats de l'exercice 2012	(1,2 %)
Diminution générée par le dollar canadien plus faible	(0,6 %)
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2012	0,5 %
Variation restante, incluant la semaine additionnelle du quatrième trimestre de l'exercice 2012	5,9 %

La hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques provient principalement du prix de vente moyen du carburant plus élevé. La variation restante est principalement attribuable à l'impact de la treizième semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2012 et, dans une moindre mesure, aux dépenses supplémentaires nécessaires afin de soutenir la progression des ventes de marchandises par magasin comparable ainsi qu'à l'augmentation normale des coûts liée à l'inflation.

De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques et les frais d'acquisition pour les deux périodes comparables ainsi que le goodwill négatif enregistré aux résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012, les frais ont représenté 29,1 % des ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012 contre 30,5 % au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. Cet indicateur est en constante amélioration depuis les 13 derniers trimestres. Cette performance reflète notre recherche constante de moyens d'améliorer notre efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service que nous offrons à nos clients.

Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement (BAIIA)

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012, le BAIIA a augmenté de 48,9 % comparativement à la période comparable de l'exercice précédent, pour atteindre 203,0 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAIIA pour un montant de 13,6 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats tandis que la variation du taux de change a eu un impact négatif d'approximativement 1,0 million \$.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011
Bénéfice net, tel que publié	117,8	64,5
Rajouter :		
Impôts sur les bénéfices	36,5	18,3
(Revenus) frais de financement nets	(13,5)	2,6
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	50,9
BAIIA	203,0	136,3

Amortissement des immobilisations et des autres actifs

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, la dépense d'amortissement a augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau. Depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2012, la dépense d'amortissement comprend notamment l'amortissement des actifs intangibles que représentent les contrats d'approvisionnement en carburant acquis de ExxonMobil.

Frais de financement, nets

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, nous avons enregistré des revenus de financement nets de 13,5 millions \$ comparativement à des frais de financement nets de 2,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Abstraction faite du gain de 17,0 millions \$ enregistré sur des contrats de change, le quatrième trimestre de l'exercice 2012 affiche des frais de financement nets de 3,5 millions \$, une augmentation de 0,9 million \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'impôt du quatrième trimestre de l'exercice 2012 est de 23,7 % comparativement à un taux de 22,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Nous avons clôturé le quatrième trimestre de l'exercice 2012 avec un bénéfice net de 117,8 millions \$, comparativement à 64,5 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 53,3 millions \$, soit 82,6 %. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,65 \$ contre 0,35 \$ l'an dernier, une augmentation de 85,7 %. La variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

En excluant des résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012 les gains non-récurrents sur des contrats de change, les frais d'acquisition ainsi que le goodwill négatif, le bénéfice net aurait été d'approximativement 102,4 millions \$ (0,57 \$ par action sur une base diluée), une augmentation de 37,9 millions \$, soit 58,8 %.

Informations financières consolidées choisies

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012 et pour les périodes de 52 semaines terminées les 24 avril 2011 et 25 avril 2010 :

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2012 – 53 semaines	2011 – 52 semaines	2011 – 52 semaines	2010 – 52 semaines
	IFRS	IFRS	PCGR	PCGR
Données sur les résultats d'exploitation :				
Ventes de marchandises et services ⁽¹⁾ :				
États-Unis	4 408,0	4 133,6	4 171,8	3 986,0
Canada	2 190,9	2 049,9	2 050,0	1 895,5
Total des ventes de marchandises et services	6 598,9	6 183,5	6 221,8	5 881,5
Ventes de carburant :				
États-Unis	13 673,8	10 218,7	10 595,8	8 819,8
Canada	2 724,8	2 148,2	2 148,3	1 738,3
Total des ventes de carburant	16 398,6	12 366,9	12 744,1	10 558,1
Total des ventes	22 997,5	18 550,4	18 965,9	16 439,6
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :				
États-Unis	1 452,6	1 369,8	1 381,7	1 308,1
Canada	729,8	702,9	702,9	638,3
Marge brute totale sur les marchandises et services	2 182,4	2 072,7	2 084,6	1 946,4
Marge brute sur le carburant :				
États-Unis	637,9	537,3	564,9	488,7
Canada	148,8	135,7	135,7	118,2
Marge brute totale sur le carburant	786,7	673,0	700,6	606,9
Marge brute totale	2 969,1	2 745,7	2 785,2	2 553,3
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 151,7	2 028,9	2 050,4	1 906,7
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	239,8	213,7	216,3	204,5
Bénéfice d'exploitation	577,6	503,1	518,5	442,1
Bénéfice net	457,6	369,2	370,1	302,9
Autres données d'exploitation :				
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :				
Consolidée	33,1 %	33,5 %	33,5 %	33,1 %
États-Unis	33,0 %	33,1 %	33,1 %	32,8 %
Canada	33,3 %	34,3 %	34,3 %	33,7 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾ :				
États-Unis	2,7 %	4,2 %	4,2 %	2,9 %
Canada	2,8 %	1,8 %	1,8 %	4,8 %
Marge brute sur le carburant ⁽³⁾ :				
États-Unis (cents par gallon)	16,99	15,54	15,79	14,51
Canada (cents CA par litre)	5,45	5,38	5,38	5,31
Volume de carburant vendu ⁽⁵⁾ :				
États-Unis (millions de gallons)	3 896,2	3 517,7	3 649,1	3 484,8
Canada (millions de litres)	2 713,5	2 565,4	2 565,1	2 395,5
Croissance (diminution) du volume de carburant par magasin comparable ⁽³⁾⁽⁴⁾ :				
États-Unis	0,1 %	0,7 %	0,7 %	1,0 %
Canada	(0,9 %)	3,9 %	3,9 %	3,0 %
Données par action :				
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	2,54	2,00	2,00	1,64
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	2,49	1,96	1,97	1,60
Situation financière :				
Actif total	4 453,2	3 926,2	3 999,6	3 696,7
Dette portant intérêts	665,2	501,5	526,4	741,2
Capitaux propres	2 174,6	1 979,4	1 936,1	1 614,3
Ratios d'endettement :				
Dette nette à intérêts / capitalisation totale ⁽⁶⁾	0,14 : 1	0,09 : 1	0,10 : 1	0,24 : 1
Dette nette à intérêts / BAIIA ⁽⁷⁾	0,43 : 1	0,26 : 1	0,28 : 1	0,80 : 1
Dette nette à intérêts ajustée / BAIIAL ⁽⁸⁾	2,10 : 1	2,09 : 1	2,10 : 1	2,69 : 1
Rentabilité :				
Rendement des capitaux propres ⁽⁹⁾	22,0 %	20,3 %	20,8 %	
Rendement des capitaux employés ⁽¹⁰⁾	19,0 %	18,1 %	17,9 %	

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Sur une base comparable de 52 semaines.

(5) Comprend les volumes des franchises et des agents à commissions ainsi que le volume de carburant vendu à des opérateurs indépendants en vertu de contrats d'approvisionnement.

(6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'ajout de l'actif des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(7) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissement). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(8) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts, Amortissement et dépense de Loyer). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(9) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'actif des actionnaires moyen. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(10) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts divisé par les capitaux employés moyens. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 29 avril 2012

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 23,0 milliards \$ pour l'exercice 2012, en hausse de 4,4 milliards \$, soit une augmentation de 24,0 %, principalement attribuable à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé, aux acquisitions, à la croissance des ventes de marchandises et services par magasin comparable aux États-Unis et au Canada, à la croissance du volume de carburant par magasin comparable aux États-Unis ainsi qu'à la cinquante-troisième semaine de l'exercice 2012.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services de l'exercice 2012 a été de 415,4 millions \$ ou 6,7 % dont approximativement 84,0 millions \$ ont été générés par les acquisitions. Du côté de la croissance interne, sur une base comparable de 52 semaines, les ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis ont augmenté de 2,7 % tandis qu'au Canada, elles ont augmenté de 2,8 %. Tant du côté du marché canadien que du marché américain, la variation des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins. Aux États-Unis, un fabricant de cigarettes a modifié ses conditions d'approvisionnement et sa structure de prix au début du premier trimestre de l'exercice 2012 en encourageant les marchands à diminuer ou maintenir des prix unitaires bas sur certains de ses produits, ce qui a eu comme impact de mettre une pression déflationniste sur nos ventes de cigarettes. Ainsi, nous calculons que sans les produits du tabac, nos ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 5,3 % aux États-Unis sur une base équivalente de 52 semaines. En ce qui a trait au dollar canadien plus fort, il a eu un impact favorable d'approximativement 40,0 millions \$ sur les ventes de marchandises et services de l'exercice 2012.

Les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 4,0 milliards \$ ou 32,6 % pour l'exercice 2012, dont approximativement 1,1 milliard \$ sont attribuables aux acquisitions. L'économie encore vacillante ainsi que les prix à la pompe plus élevés ont continué de mettre de la pression sur la consommation de carburant, ce qui peut expliquer la quasi-stagnation du volume de carburant par magasin comparable aux États-Unis sur une base équivalente de 52 semaines et la faible diminution de 0,9 % au Canada.

Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 2,5 milliards \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
États-Unis (dollars US par gallon)	3,67	3,50	3,32	3,74	3,54
Canada (cents CA par litre)	114,08	112,90	109,88	117,05	113,27
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,72	2,67	2,89	3,44	2,92
Canada (cents CA par litre)	91,46	90,47	97,76	108,53	96,91

Pour ce qui est du dollar canadien plus fort, celui-ci a eu un impact favorable d'approximativement 41,0 millions \$ sur les ventes de carburant de l'exercice 2012.

Marge brute

Pour l'exercice 2012, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté de 109,7 millions \$, soit 5,3 %, s'établissant à 33,1 %, une diminution de 0,4 % par rapport à l'exercice 2011. Aux États-Unis, la marge est en baisse de seulement 0,1 %, se chiffrant à 33,0 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 33,3 %, en baisse de 1,0 %. Cette performance reflète les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés. Plus précisément, ces diminutions de marge reflètent des promotions plus agressives dans certaines catégories afin de protéger l'achalandage de nos magasins ainsi que l'augmentation du coût de certains de nos produits que nous avons absorbé sans la passer aux consommateurs. Par contre, en dollars absolus, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable a plus que compensé la diminution de la marge en pourcentage sur ces produits, nos stratégies ayant donc eu les résultats escomptés.

Pour l'exercice 2012, la marge brute sur le carburant de nos magasins corporatifs aux États-Unis affiche une hausse de 1,45 ¢ par gallon, passant de 15,54 ¢ par gallon au cours de l'exercice 2011 à 16,99 ¢ par gallon au cours de l'exercice 2012. Toutefois, en considérant les frais liés aux modes de paiements électroniques, la marge nette par gallon n'a augmenté que de 0,81 ¢ par gallon. Au Canada, la marge brute est en légère hausse, atteignant 5,45 ¢ CA

par litre comparativement à 5,38 ¢ CA par litre durant l'exercice 2011. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	19,95	17,04	14,84	16,98	16,99
Frais liés aux modes de paiements électroniques	5,29	5,20	4,74	5,06	5,04
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,66	11,84	10,10	11,92	11,95
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	18,83	16,84	13,12	14,06	15,54
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,15	4,16	4,36	4,93	4,40
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,68	12,68	8,76	9,13	11,14

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour l'exercice 2012, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 6,1 % comparativement à l'exercice 2011 mais sont en hausse de seulement 1,9 % si l'on exclut certains éléments, tel que présenté dans le tableau suivant :

Variation totale, telle que publiée	6,1 %
Soustraire:	
Augmentation provenant des dépenses additionnelles des magasins acquis	2,1 %
Augmentation générée par la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques	2,0 %
Augmentation générée par le dollar canadien plus fort	0,6 %
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2011	(0,5 %)
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2012	0,3 %
Goodwill négatif enregistré aux résultats de l'exercice 2012	(0,3 %)
Variation restante, incluant la semaine additionnelle de l'exercice 2012	1,9 %

La hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques provient principalement du prix de vente moyen du carburant plus élevé. La variation restante est principalement attribuable à l'impact de la cinquante-troisième semaine de l'exercice 2012 et, dans une moindre mesure, aux dépenses supplémentaires nécessaires afin de soutenir la progression des ventes de marchandises par magasin comparable ainsi qu'à l'augmentation normale des coûts liée à l'inflation.

De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques et les frais d'acquisition pour les deux périodes comparables ainsi que le goodwill négatif enregistré aux résultats de l'exercice 2012, les frais ont représenté 28,8 % des ventes au cours de l'exercice 2012 contre 29,4 % au cours de l'exercice 2011. Cet indicateur est en constante amélioration depuis les 13 derniers trimestres. Cette performance reflète notre recherche constante de moyens d'améliorer notre efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service que nous offrons à nos clients.

Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement (BAIIA)

Au cours de l'exercice 2012, le BAIIA a augmenté de 14,4 % comparativement à l'exercice 2011, pour atteindre 839,0 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAIIA pour un montant de 26,0 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats tandis que la variation du taux de change a eu un impact positif de 4,5 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Exercice 2012 53 semaines	Exercice 2011 52 semaines
Bénéfice net, tel que publié	457,6	369,2
Rajouter :		
Impôts sur les bénéfices	146,3	121,2
(Revenus) frais de financement nets	(4,7)	29,6
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	239,8	213,7
BAIIA	839,0	733,7

Amortissement des immobilisations et des autres actifs

Pour l'exercice 2012, la dépense d'amortissement a augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau. Depuis le deuxième trimestre de l'exercice 2012, la dépense d'amortissement comprend notamment l'amortissement des actifs intangibles que représentent les contrats d'approvisionnement en carburant acquis de ExxonMobil.

Frais de financement, nets

Pour l'exercice 2012, nous avons enregistré des revenus de financement nets de 4,7 millions \$ comparativement à des frais de financement nets de 29,6 millions \$ à l'exercice 2011. Abstraction faite du gain de 17,0 millions \$ enregistré sur des contrats de change, l'exercice 2012 affiche des frais de financement nets de 12,3 millions \$, une diminution de 17,3 millions \$ comparativement à l'exercice 2011, principalement en raison du remboursement anticipé de notre dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ durant le troisième trimestre de l'exercice 2011, ce qui a contribué à diminuer le taux d'intérêt moyen sur nos dettes. De plus, dans le cadre du remboursement anticipé de notre dette subordonnée non garantie, nous avons enregistré une charge non-récurrente de 3,0 millions \$ aux résultats de l'exercice 2011. La diminution des frais financiers liée au taux d'intérêt plus bas a été contrebalancée, en partie, par la hausse liée au léger accroissement de nos emprunts moyens attribuable aux sommes déboursées pour les rachats d'actions et pour les acquisitions.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'impôt de l'exercice 2012 est de 24,2 % comparativement à un taux de 24,7 % pour l'exercice 2011.

Bénéfice net

Nous avons clôturé l'exercice 2012 avec un bénéfice net de 457,6 millions \$, comparativement à 369,2 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 88,4 millions \$, soit 23,9 %. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,49 \$ contre 1,96 \$ l'an dernier, une augmentation de 27,0 %. La variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net de l'exercice 2012.

En excluant des résultats de l'exercice 2012 les gains non-récurrents sur des contrats de change, les frais d'acquisition ainsi que le goodwill négatif et en excluant les frais d'acquisition des résultats de l'exercice 2011, le bénéfice net de l'exercice 2012 aurait été d'approximativement 444,7 millions \$ (2,42 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 377,1 millions \$ (2,00 \$ par action sur une base diluée) pour l'exercice 2011, une augmentation de 67,6 millions \$, soit 17,9 %.

Situation financière au 29 avril 2012

Tel que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Informations financières consolidées choisies » ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une excellente santé financière.

Notre actif consolidé totalisait 4,5 milliards \$ au 29 avril 2012, une augmentation de 527,0 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse généralisée des actifs attribuable aux acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2012, contrebalancée, en partie, par l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain en date du bilan.

Durant l'exercice 2012, nous avons enregistré un rendement des capitaux employés de 19,0 %¹.

Les capitaux propres se sont établis à 2,2 milliards \$ au 29 avril 2012, une augmentation de 195,2 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011, en grande partie attribuable au bénéfice net de l'exercice 2012, contrebalancé, en partie, par les rachats d'actions, par les dividendes déclarés, ainsi que par la diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu liée à l'affaiblissement du dollar canadien en date du bilan. Durant l'exercice 2012, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres de 22,0 %².

¹ Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts divisé par les capitaux employés moyens. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

² Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et de nos facilités de crédit. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, verser des dividendes, assurer le service de la dette, alimenter notre fonds de roulement ainsi que dans le cadre de nos programmes de rachat d'actions. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation, nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables non garanties ainsi que notre facilité d'acquisition couvriront nos besoins de liquidités dans un avenir prévisible.

Nous disposons de trois facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant maximal de 326,0 millions \$, 154,0 millions \$ et 40,0 millions \$. Ces facilités de crédit expireront le 22 septembre 2012 et sont disponibles sous la forme d'un crédit d'exploitation à terme renouvelables non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars US, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 50,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable.

Nous disposons aussi d'une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 1,0 milliard \$ avec un terme initial de 5 ans. Cette facilité de crédit expirera en décembre 2016 et est disponible sous les formes suivantes :

- un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 100,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable ; et
- une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 millions \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

En vertu de ces facilités de crédit, nous devons maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

En date du 29 avril 2012, nos facilités de crédit étaient utilisées à hauteur de 649,3 millions \$ (576,0 millions \$ pour la portion en dollars US et 73,3 millions \$ pour la portion en dollars canadien). À cette même date, le taux d'intérêt moyen pondéré effectif était de 0,82 % pour la portion en dollars US et de 1,95 % pour la portion en dollars canadiens. De plus, des lettres de garantie de 1,4 million \$ CA et de 28,5 millions \$ étaient en circulation en date du 29 avril 2012.

Au 29 avril 2012, en excluant la facilité d'acquisition, 840,7 millions \$ étaient disponibles en vertu de ces facilités de crédit et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par les conventions de crédit. À pareille date, nous avons donc accès à plus de 1,1 milliard \$ en vertu de notre encaisse et de nos facilités de crédit disponibles.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)

	Exercice 2012 53 semaines	Exercice 2011 52 semaines	Variation
Activités d'exploitation			
Fonds autogénérés	\$ 691,3	\$ 601,5	\$ 89,8
Autres	72,5	6,8	65,7
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	763,8	608,3	155,5
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	(380,3)	(37,8)	(342,5)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs, déduction faite des produits de cessions d'immobilisations et d'autres actifs	(288,8)	(198,1)	(90,7)
Liquidités soumises à restrictions	(22,7)	-	(22,7)
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	5,1	(5,1)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(691,8)	(230,8)	(461,0)
Activités de financement			
Augmentation nette des emprunts	157,1	132,7	24,4
Rachat d'actions	(201,1)	(69,1)	(132,0)
Émission d'actions	19,2	11,4	7,8
Dividendes	(49,8)	(32,8)	(17,0)
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	(332,6)	332,6
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(74,6)	(290,4)	215,8
Cote de crédit corporative			
Standard and Poor's	BBB-	BBB-	

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2012, l'exploitation de nos magasins a généré des rentrées de fonds nettes de 763,8 millions \$, une augmentation de 155,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2011, principalement en raison de la variation des éléments du fonds de roulement plus avantageuse et du bénéfice net plus élevé.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2012, les activités d'investissement sont principalement reliées à l'acquisition de 191¹ magasins corporatifs, 91¹ sites opérés par des exploitants indépendants (incluant les contrats d'approvisionnement en carburant afférents) et les contrats d'approvisionnement en carburant de 76 magasins, pour un montant total de 380,3 millions \$, ainsi qu'aux dépenses nettes en immobilisations et autres actifs pour un montant de 288,8 millions \$. Nos dépenses en immobilisations ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins ainsi que de l'amélioration continue de notre réseau. Nous avons aussi effectué un dépôt en fidéicomis de 22,7 millions \$ en vue d'acquisitions futures.

Activités de financement

Au cours de l'exercice 2012, l'augmentation des emprunts s'est chiffrée à 157,1 millions \$ tandis que nous avons déboursé 201,1 millions \$ en vertu de notre programme de rachat d'actions et 49,8 millions \$ pour le paiement de dividendes. Nous avons aussi encaissé 19,2 millions \$ suite à l'émission d'actions résultant de la levée des options d'achat d'actions.

¹ Le nombre de magasins diffère de celui publié dans le tableau « Évolution du réseau de magasins » puisqu'il exclut les magasins afférents à la coentreprise RDK. Cette dernière étant comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, les sommes déboursées par RDK pour ses activités d'investissement n'apparaissent pas dans nos activités d'investissement.

Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé des engagements contractuels financiers importants au 29 avril 2012 ⁽¹⁾ :

	2013	2014	2015	2016	2017	Par la suite	Total
	(en millions de dollars US)						
Dettes à long terme ⁽²⁾	480,6	0,4	0,4	0,4	169,5	1,6	652,9
Contrats de location-acquisition	4,3	3,9	2,9	1,8	1,3	0,4	14,6
Contrats de location-exploitation	266,6	243,3	224,8	204,4	185,9	1 252,0	2 377,0
Total	751,5	247,6	228,1	206,6	356,7	1 254,0	3 044,5

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations déterminées.

(2) N'inclut pas les paiements d'intérêts futurs.

Dettes à long terme. Au 29 avril 2012, notre dette à long terme totalisant 665,2 millions \$ se détaille comme suit :

- i) Emprunts de 649,3 millions \$ en vertu des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis. En date du 29 avril 2012, le taux d'intérêt moyen pondéré effectif est de 0,95 %. Des lettres de garantie de 1,4 million \$ CA et de 28,5 millions \$ étaient en circulation au 29 avril 2012.
- ii) Autres dettes à long terme de 15,9 millions \$, incluant certaines obligations relatives à des contrats de location-acquisition.

Contrats de location-acquisition. Quelques contrats de location-acquisition ont été pris en charge dans le cadre d'acquisitions tandis que nous avons eu à en assumer quelques autres au cours des derniers exercices. Les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes sont inclus dans nos bilans consolidés.

Contrats de location-exploitation. Nous louons une importante partie de nos biens immobiliers en vertu de contrats de location-exploitation conventionnels. Au Canada, nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de cinq à dix ans, tandis qu'aux États-Unis ces termes vont de dix à 20 ans; les contrats comportent des options de renouvellement dans les deux cas. Les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes ne sont pas inclus dans nos bilans consolidés. En vertu des contrats de location de certains magasins, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur les ventes des magasins ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

Éventualités. Dans le cours normal de nos activités, nous sommes partie à plusieurs procédures judiciaires et d'autres poursuites relatives à la conduite de nos affaires. Nous sommes d'avis que ces réclamations et litiges sont non fondés. Nous jugeons que tout paiement pouvant résulter de telles éventualités n'aurait pas d'incidence néfaste significative sur les résultats et la situation financière de la société.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'auto-assurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, ne seront pas couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins, y compris les obligations fiscales, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous finançons certaines de nos activités hors bilans au moyen de contrats de location-exploitation de certaines propriétés où nous menons des activités de vente au détail. Les engagements futurs sont compris dans l'élément « Contrats de location-exploitation » du tableau ci-dessus.

Principales informations financières trimestrielles

Le cycle de présentation de l'information de 52 semaines de la société se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2012 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012				Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011			
	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}
	13 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
Chiffre d'affaires	6 063,2	6 604,1	5 152,6	5 177,6	4 737,0	5 486,9	4 149,1	4 177,4
Bénéfice avant amortissement des immobilisations et des autres actifs, frais financiers et impôts sur les bénéfices	199,6	185,9	200,2	231,7	133,7	163,5	199,0	220,6
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	75,7	52,4	49,5	50,9	66,1	49,3	47,4
Bénéfice d'exploitation	137,4	110,2	147,8	182,2	82,8	97,4	149,7	173,2
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise (Revenus) frais de financement nets	3,4 (13,5)	7,0 4,0	5,2 2,1	6,0 2,7	2,6 2,6	3,8 11,2	4,8 8,2	5,7 7,6
Bénéfice net	117,8	86,8	113,5	139,5	64,5	69,6	108,2	126,9
Bénéfice net par action								
De base	0,66 \$	0,49 \$	0,62 \$	0,76 \$	0,35 \$	0,38 \$	0,58 \$	0,68 \$
Dilué	0,65 \$	0,48 \$	0,61 \$	0,75 \$	0,35 \$	0,37 \$	0,57 \$	0,67 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant ainsi que la saisonnalité ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel. Les acquisitions des dernières années et l'augmentation du prix du carburant à la pompe ont fait en sorte que les ventes de carburant représentent une proportion plus importante de notre chiffre d'affaires et, ainsi, nos résultats trimestriels sont plus sensibles à la volatilité des marges sur le carburant. Toutefois, les marges sur le carburant ont tendance à être moins volatiles lorsque considérées sur une base annuelle ou à plus long terme. Ceci étant dit, notre bénéfice d'exploitation continue de provenir en majeure partie de la vente de marchandises et services.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2011 (basée sur les PCGR du Canada avant le basculement aux IFRS)

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 19,0 milliards \$ pour l'exercice 2011, en hausse de 2,5 milliards \$, soit une augmentation de 15,4 %, principalement attribuable à la hausse des ventes de carburant découlant de l'augmentation du prix de vente moyen à la pompe et de la hausse du volume par magasin comparable, aux acquisitions, au renforcement du dollar canadien ainsi qu'à la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable.

Plus spécifiquement, la croissance des ventes de marchandises et services de l'exercice 2011 a été de 340,3 millions \$ ou 5,8 % dont approximativement 115,1 millions \$ ont été générés par un dollar canadien plus fort et 32,6 millions \$ proviennent des acquisitions. Du côté de la croissance interne, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis s'est établie à 4,2 % tandis qu'elle s'est élevée à 1,8 % au Canada. Tant du côté du marché canadien qu'américain, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable à nos stratégies de mise en marché, à la réalité économique de chacun de nos marchés ainsi qu'aux investissements que nous avons effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans nos magasins.

Les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 2,2 milliards \$ ou 20,7 % pour l'exercice 2011, dont environ 463,0 millions \$ sont attribuables aux acquisitions et au volume supplémentaire provenant d'un nombre grandissant de sites offrant du carburant tandis qu'approximativement 106,0 millions \$ ont été générés par l'appréciation de la devise canadienne face à la devise américaine. Pour ce qui est de la croissance du volume de carburant par magasin comparable, elle a été de 0,7 % aux États-Unis et de 3,9 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 1,4 milliard \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,72	2,67	2,89	3,44	2,93
Canada (cents CA par litre)	91,46	90,47	97,76	108,53	96,91
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,41	2,48	2,59	2,71	2,55
Canada (cents CA par litre)	88,80	89,24	90,00	92,36	90,07

Marge brute

Au cours de l'exercice 2011, la marge brute consolidée sur les marchandises et services s'est chiffrée à 33,5 %, en hausse de 0,4 %. Aux États-Unis, la marge brute s'est chiffrée à 33,1 %, tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 34,3 %, en hausse de 0,3 % et 0,6 %, respectivement. Ces hausses reflètent les changements au mix-produits, les améliorations que nous avons apportées à nos conditions d'approvisionnement ainsi que notre stratégie de mise en marché adaptée à notre environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de nos marchés.

En ce qui concerne la marge sur le carburant nette des frais liés aux modes de paiements électroniques de nos magasins corporatifs des États-Unis, elle affiche une hausse de 0,72 ¢ par gallon, passant de 10,68 ¢ par gallon durant l'exercice 2010 à 11,40 ¢ par gallon durant l'exercice 2011, une augmentation de 6,8 %. Au Canada, la marge brute a aussi augmenté, atteignant 5,38 ¢ CA par litre comparativement à 5,31 ¢ CA par litre pour l'exercice 2010. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par nos sites corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 25 avril 2010 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	19,12	17,12	13,38	14,24	15,79
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,17	4,17	4,36	4,87	4,39
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,95	12,95	9,02	9,37	11,40
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2010					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	15,43	15,78	12,88	14,42	14,51
Frais liés aux modes de paiements électroniques	3,56	3,79	3,85	4,14	3,83
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	11,87	11,99	9,03	10,28	10,68

Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux

Pour l'exercice 2011, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont en hausse de 7,5 % comparativement à l'exercice 2010. Les frais ont augmenté de 1,8 % en raison de l'appréciation du dollar canadien, de 1,7 % en raison de la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques et de 0,8 % en raison des acquisitions. De plus, au cours de l'exercice 2011, suite au non renouvellement de notre offre publique pour l'acquisition de Casey's, nous avons passé à la dépense les frais afférents qui avaient été préalablement reportés, ce qui représente une augmentation de 0,5 %. Pour ce qui est du gain sur disposition des actions de Casey's ainsi que le renversement non-récurrent de provisions tous deux survenus durant l'exercice 2010, ils représentent une variation des dépenses de 1,0 %. En excluant tous ces éléments, la hausse des frais est donc de seulement 1,7 %, reflétant la hausse des heures travaillées en magasin afin de supporter l'augmentation des ventes de marchandises et services, la hausse du salaire minimum dans certaines régions ainsi que la hausse normale des coûts afférents à l'inflation. De plus, en excluant les frais afférents à Casey's pour l'exercice 2011, le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provision pour l'exercice 2010 ainsi que les frais liés aux modes de paiements électroniques pour les deux périodes comparables, les frais ont représenté 29,4 % des ventes de marchandises et services au cours de l'exercice 2011 contre 29,8 % au cours de l'exercice 2010.

Cette performance reflète notre recherche constante de moyens pour améliorer notre efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service que nous offrons à nos clients. Notre modèle d'affaire décentralisé et notre culture organisationnelle sont clairement des facteurs nous permettant d'être l'un des opérateurs les plus efficaces de notre industrie.

Bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA a atteint 734,8 millions \$, en hausse de 88,2 millions \$ ou 13,6 % par rapport à l'exercice 2010. De ce montant, 4,6 millions \$ proviennent des acquisitions. En excluant les éléments non-récurrents du BAIIA de l'exercice 2010, soit le gain sur disposition des actions de Casey's ainsi que le renversement de provisions et en excluant les

frais liés à l'offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's du BAIIA de l'exercice 2011, la hausse du BAIIA aurait été de 116,4 millions \$, soit 18,5 %.

Il est à noter que le BAIIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les PCGR canadiens, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Périodes de 52 semaines terminées les	
	24 avril 2011	25 avril 2010
Bénéfice net, tel que publié	370,1	302,9
Rajouter :		
Impôts sur les bénéfices	122,1	109,3
Frais financiers	26,3	29,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	216,3	204,5
BAIIA	734,8	646,6

Amortissement des immobilisations et des autres actifs

Pour l'exercice 2011, la dépense d'amortissement a augmenté en raison des investissements que nous avons effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers

Les frais financiers ont diminué de 3,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2010. Cette baisse découle principalement du taux d'intérêt moyen moins élevé suite, entre autres, au remboursement anticipé de notre dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ effectué au troisième trimestre de l'exercice 2011 ainsi que de la baisse de notre niveau d'endettement. Ces éléments de diminution des frais financiers ont été contrebalancés, en partie, par une charge nette non-récurrente de 3,0 millions \$ enregistrée dans le cadre du rachat anticipé de la dette subordonnée non garantie. Notons cependant que la diminution des frais financiers attribuable à la diminution du taux d'intérêt moyen a plus que contrebalancé cette charge non-récurrente.

Impôt sur les bénéfices

Le taux d'impôt de l'exercice 2011 s'est chiffré à 24,8 % comparativement au taux de 26,5 % pour l'exercice 2010.

Bénéfice net

Nous avons clôturé l'exercice 2011 avec un bénéfice net de 370,1 millions \$, soit 2,00 \$ par action (1,97 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 302,9 millions \$ l'exercice précédent (1,60 \$ par action sur une base diluée), en hausse de 67,2 millions \$, soit 22,2 %. Le renforcement du dollar canadien a eu un impact favorable d'approximativement 8,0 millions \$ sur le bénéfice net. En excluant le gain sur disposition des actions de Casey's et le renversement non-récurrent de provisions des résultats de l'exercice 2010 et en excluant les frais afférents à notre offre d'achat publique pour l'acquisition des actions de Casey's des résultats de l'exercice 2011, la hausse du bénéfice net de l'exercice 2011 se serait chiffrée à 89,2 millions \$ ou 31,0 %, une augmentation de 0,47 \$ par action sur une base diluée.

Contrôles internes

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous évaluons continuellement l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. En date du 29 avril 2012, notre direction et nos auditeurs externes ont émis des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication d'information conçu pour assurer la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public, en tenant compte de l'importance relative. Les contrôles et procédures sur la communication d'information visent à faire en sorte que l'information que doit communiquer la société dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit accumulée et communiquée à la direction de la société, y compris son chef de la direction et son chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date du 29 avril 2012, notre

direction, suite à leur évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et de procédures sur la communication de l'information.

Principes et estimations comptables essentiels

Estimations. Le présent rapport de gestion repose sur nos états financiers consolidés, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que nous fassions certaines estimations et hypothèses à l'égard de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, tels qu'apparaissant à nos états financiers consolidés. Nous analysons de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible, incluant celles relatives aux rabais fournisseurs, aux coûts environnementaux, aux impôts sur les bénéfices, à la comptabilisation des contrats de location et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Stocks. Nos stocks se composent principalement de produits destinés à la revente, notamment de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de boissons, de produits alimentaires frais et emballés, d'autres produits et services et de carburant. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises - centres de distribution est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des marchandises - vente au détail est évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale et le coût des stocks de carburant est déterminé selon la méthode du coût moyen. Certains jugements et certaines estimations de la direction servant à déterminer les marges brutes pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks de clôture et les résultats d'exploitation.

Dépréciation d'actifs à long terme. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à la valeur estimative non actualisée des flux de trésorerie futurs résultant de leur utilisation et de leur cession éventuelle. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur juste valeur, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. Nous nous basons sur les conditions du marché et sur notre performance opérationnelle pour évaluer s'il existe des indices de dépréciation. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient nous inciter à conclure que des indices de dépréciation existent effectivement et que des tests de dépréciation devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

Goodwill et immobilisations incorporelles. Le goodwill et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles pourraient être surévaluée. Notre test de dépréciation annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

Questions environnementales. Nous constatons une provision pour les frais de réhabilitation estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour nos sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur notre expérience antérieure en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation.

Dans tous les États américains où nous exerçons nos activités, sauf le Michigan, l'Iowa, la Floride, l'Arizona, le Texas et l'État de Washington, un fonds en fiducie pour le remboursement de certains frais de réhabilitation et des frais pour l'enlèvement des installations pétrolières est disponible. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour le nettoyage des dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et par une taxe de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais d'enregistrement et remettons les taxes de vente dans les États où nous participons aux fonds en fiducie. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Impôts sur les bénéfices. Des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés pour tenir compte des incidences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs existants dans les états financiers et leurs valeurs fiscales respectives. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont mesurés selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront aux bénéfices imposables des exercices au cours desquels ces écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. Le calcul des impôts exigibles et différés exige que la direction fasse des estimations, pose des hypothèses et porte

un certain jugement sur ce qui suit : les valeurs comptables des actifs et des passifs existants dans les états financiers, lesquels font l'objet d'estimations comptables pour ce qui est des soldes, l'interprétation des lois fiscales dans les diverses compétences fiscales, les attentes quant aux résultats d'exploitation futurs et au moment où les écarts temporaires seront résorbés et les vérifications possibles des déclarations fiscales effectuées par les organismes de réglementation. La direction estime que la provision pour les impôts sur les bénéfices est suffisante en fonction des informations présentement à sa disposition.

Des changements ou des écarts dans ces estimations ou ces hypothèses peuvent entraîner des modifications aux soldes des impôts exigibles ou différés aux bilans consolidés, une charge ou un crédit à la charge d'impôts dans les états consolidés des résultats et peuvent donner lieu à des encaissements ou à des décaissements.

Assurances et indemnités pour accidents de travail. Nous employons une combinaison d'assurance, de franchise auto-assurée et d'auto-assurance pour nous protéger contre certains risques comme les accidents de travail (dans certains états), les dommages matériels et les poursuites en responsabilité civile générale. Les provisions pour ce type de pertes sont estimées selon nos antécédents de réclamations et les hypothèses actuarielles employées dans le secteur des assurances. Une révision importante de notre passif pourrait s'imposer si nos statistiques de réclamations ou les hypothèses actuarielles de nos assureurs changeaient de façon considérable. Les pertes réelles pourraient différer des montants constatés. Au Canada, les indemnités pour accidents de travail sont garanties par une assurance imposée par le gouvernement, tandis qu'aux États-Unis, nous devons souscrire à une assurance responsabilité civile, sauf dans certains états où nous sommes auto-assurés. En ce qui concerne l'assurance responsabilité civile aux États-Unis, notre part ayant trait aux indemnités pour accidents de travail est calculée, en ayant recours à des estimations actuarielles indépendantes, et en nous basant sur les passifs globaux que nous avons encourus lors des réclamations passées.

Normes comptables publiées récemment

Normes révisées

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de la norme comptable internationale (« IAS ») 1 « Présentation des états financiers ». Les modifications régissent la présentation des autres éléments du résultat global (« AERG ») dans les états financiers, principalement en exigeant de présenter séparément les éléments de l'AERG qui doivent être reclassés aux résultats de ceux qui demeurent dans l'avoir des actionnaires.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} juillet 2012. Nous appliquerons ces modifications à compter du premier trimestre de notre exercice 2014 et nous évaluons actuellement l'incidence de ces changements sur nos états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » afin de modifier les règles de comptabilisation des régimes de retraite à prestation déterminées. La version révisée de la norme contient plusieurs modifications, incluant l'élimination de la méthode du corridor, qui permettait auparavant de reporter une portion des gains et pertes actuariels, en plus de fournir des directives sur l'évaluation et la présentation des actifs et passifs au titre des prestations définies et d'augmenter les exigences de présentation des régimes à prestations définies.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. Nous en sommes encore à déterminer à quel moment nous appliquerons ces changements et nous évaluons actuellement l'incidence de ces changements sur nos états financiers consolidés.

Instruments financiers – Information à fournir et présentation

En décembre 2011, l'IASB a publié des versions révisées des normes IFRS 7 « Instruments financiers – Information à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers – Présentation ». Les modifications clarifient les règles de compensation et établissent de nouvelles exigences de présentation pour les actifs et passifs financiers compensés au bilan.

Les modifications apportés à l'IFRS 7 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013 tandis que les modifications apportés à l'IAS 32 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014. Nous appliquerons ces modifications à compter du premier trimestre de nos exercices 2014 et 2015, respectivement et nous évaluons actuellement l'incidence de ces changements sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers.

IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2015. Nous appliquerons ces nouvelles normes à compter du premier trimestre de notre exercice 2016 et nous évaluons actuellement l'incidence de ce changement sur nos états financiers consolidés.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 10 « États financiers consolidés » qui établit qu'une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12 « Consolidation - entités ad hoc » et une portion de l'IAS 27 « États financiers consolidés ».

Accords conjoints

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 11 « Accords conjoints » qui exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31 « Participations dans des coentreprises », et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la société dans d'autres entités.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet pour toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations à fournir sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente.

Les nouvelles normes IFRS 10, 11, 12 et 13 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. Nous appliquerons ces nouvelles normes à compter du premier trimestre de notre exercice 2014 et nous évaluons actuellement l'incidence de ces changements sur nos états financiers consolidés.

Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes pour nous. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et subséquemment sur notre rendement.

Nous gérons les risques de façon continue et mettons en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

Carburant. Nos résultats sont sensibles aux variations du prix de vente et de la marge brute sur le carburant. Des facteurs hors de notre contrôle tels que les conditions d'approvisionnement changeantes, les fluctuations du coût du pétrole liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix de vente du carburant sont tous des facteurs susceptibles de faire varier le prix de vente du carburant ainsi que la marge brute afférente. Durant l'exercice 2012, nos ventes de carburant ont représenté environ 71,0 % du total du chiffre d'affaires mais notre marge brute sur le carburant ne représentait qu'environ 26,5 % de notre marge brute totale. Pour l'exercice 2012, une variation de un cent par gallon aurait occasionné une variation d'approximativement 46,0 millions \$ de la marge brute, et aurait eu un impact approximatif sur le bénéfice net de 0,19 \$ par action sur une base diluée. Nous avons en place une politique de gestion de prix afin de nous permettre de s'adapter rapidement, dans la mesure du possible, à la fluctuation des prix du carburant ainsi que des ententes commerciales nous assurant une certaine stabilité d'approvisionnement.

Modes de paiements électroniques. Nous sommes exposés à des fluctuations significatives des frais afférents aux modes de paiements électroniques causées par la variation importante des prix de détail du carburant, en particulier dans nos marchés américains puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés, en grande partie, sur un pourcentage des prix de détail du carburant. À titre d'exemple, pour l'exercice 2012, une variation de dix cents par gallon du prix de détail du carburant aurait occasionné une variation des frais afférents aux modes de paiements électroniques d'environ 5,9 millions \$, ce qui aurait eu un impact sur le bénéfice net d'approximativement 0,02 \$ par action sur une base diluée. De façon continue, nous étudions diverses opportunités qui permettraient de réduire les risques liés aux modes de paiement électroniques.

Caractère saisonnier et catastrophes naturelles. Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients font plus d'opérations et achètent des articles offrant une marge brute importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. C'est pour cette raison que nous sommes toujours à l'écoute des besoins de nos clients et innovons par la mise en marché de produits et de campagnes publicitaires incitatives. Nous avons des opérations dans les régions de la Côte Ouest et du Sud-Est des États-Unis et, malgré le fait que ces régions soient généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont sujettes à d'importantes tempêtes, incluant des ouragans ou des tempêtes de vent violent et des tremblements de terre sur la Côte Ouest américaine et d'autres catastrophes naturelles.

Conjoncture économique. Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir des fluctuations des variables économiques régionales et locales et de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché. Bien qu'il soit impossible de déterminer l'amplitude et la durée des récessions, nous ajustons nos stratégies de mise en marché selon la conjoncture économique et nous favorisons l'innovation constante dans nos pratiques commerciales tout en appliquant une gestion serrée des dépenses et du bilan.

Produits du tabac. Les produits du tabac constituent notre principale catégorie de produits provenant des ventes de marchandises et services. Au cours de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires relatif aux produits du tabac s'est élevé à environ 36,5 % du chiffre d'affaires provenant des marchandises et des services. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes et une hausse des taxes sur les produits du tabac, ainsi que les lois et campagnes dissuasives nationales et locales éventuelles ou en vigueur aux États-Unis et au Canada pourraient réduire la demande en produits du tabac et affecter, par conséquent, notre chiffre d'affaires et nos bénéfices en raison de la concurrence dans nos marchés et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

De plus, puisque nous vendons des marques de cigarettes fabriquées à des fins de vente exclusive, nous pourrions faire l'objet de poursuites liées à des problèmes de santé découlant de l'usage du tabac. En effet, diverses actions en justice, poursuites et réclamations liées à des problèmes de santé découlant de la vente, de la distribution, de la fabrication, de la conception, de la publicité et du marketing de cigarettes ont été intentées contre des marchands de produits du tabac. Tout jugement défavorable prononcé contre nous dans des poursuites liées à des problèmes de santé pourrait altérer notre situation financière et notre capacité à payer les intérêts et le capital de nos dettes. En conformité avec les normes comptables, nous n'avons pas constitué de réserves pour des dépenses ou des résultats défavorables résultant de poursuites éventuelles liées à des problèmes de santé.

Concurrence. En plus d'être très concurrentiels, les secteurs d'activités et les régions géographiques dans lesquels nous exerçons nos activités sont marqués par des fluctuations continues du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les pharmacies locales et les chaînes de pharmacies. Au fil des années, nous avons développé notre réseau en optant pour des emplacements de choix tout en développant une expertise dans notre créneau d'activité, notamment par l'investissement dans la modernisation de nos magasins soutenu par

des mises en marché adaptées aux différents marchés. Cette mise en marché est appuyée par une offre variée de produits de marque privée, de programmes de fidélisation de la clientèle ainsi qu'une attention particulière au service à la clientèle, ce qui nous confère un avantage concurrentiel. Nous surveillons donc de près nos concurrents, l'évolution du marché ainsi que notre part du marché afin de pouvoir réagir en temps opportun et préserver notre position concurrentielle. Nous croyons que nos emplacements de choix rendent l'accès à nos marchés plus difficile pour d'éventuels nouveaux compétiteurs.

Environnement. Nos activités sont assujetties à un certain nombre de lois et règlements relatifs à l'environnement, notamment en ce qui concerne les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, les rejets de substances dangereuses ou toxiques et l'assainissement de sites contaminés. En vertu de lois et de règlements fédéraux, provinciaux, d'état ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou d'assainissement de nos sites actuels ou antérieurs contaminés, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. À cet égard, nous jouons un rôle proactif dans la recherche de moyens permettant de réduire les répercussions de nos activités sur l'environnement et d'adopter des processus durables. Nous surveillons régulièrement nos installations afin de déterminer si elles font l'objet de contamination environnementale et nous prévoyons des réserves dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels d'assainissement de l'environnement et de conformité que nous jugeons adéquats.

Dans tous les États américains où nous exerçons nos activités, sauf le Michigan, l'Iowa, la Floride, l'Arizona, le Texas et l'État de Washington, un fonds en fiducie pour le remboursement de certains frais de réhabilitation et des frais pour l'enlèvement des installations pétrolières est disponible. Ces fonds en fiducie fournissent aux opérateurs d'installations pétrolières une assurance pour une partie du nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers souterrains. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs à essence souterrains et par une taxe de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais d'enregistrement et remettons les taxes de vente dans les États où nous participons aux fonds en fiducie. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Acquisitions. Les acquisitions représentent une partie importante de notre stratégie de croissance. Nous prévoyons continuer à sélectionner soigneusement des acquisitions stratégiques à l'avenir. Notre capacité à réaliser des acquisitions dans l'avenir et à les intégrer de façon efficace et dans des conditions avantageuses pour nous pourrait être limitée par le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes, par l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions majeures, s'il y a lieu. Bien que par le passé, nous ayons réalisé des enquêtes diligentes sur les entreprises ou actifs que nous avons acquis et que nous comptons continuer à le faire pour les acquisitions futures, il se peut que certains passifs des entreprises ou des actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente ou que nous ne soyons pas en mesure de les identifier, et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire. Dans la mesure du possible, nous tâchons de minimiser l'incidence de ces types de passifs potentiels en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, lesquelles peuvent dans certains cas consister à reporter le paiement d'une partie du prix d'achat.

Exigences législatives et réglementaires. Nos activités et nos propriétés sont assujetties aux lois et règlements des gouvernements, y compris, sans s'y limiter, les lois et règlements portant sur l'emploi, les règlements régissant la vente d'alcool et de tabac, les exigences liées au salaire minimum et d'autres lois et règlements telles les lois fiscales et règlements applicables. Toute modification des lois ou des règlements susmentionnés défavorable pour nous ou nos actifs pourrait avoir des répercussions sur notre performance d'exploitation ou financière.

Taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de fluctuations de taux d'intérêt suite à des variations de taux d'intérêt à court terme. Nous avons une dette dont une tranche d'environ 650,0 millions \$ porte intérêt à des taux variables. En appliquant les taux d'intérêt en vigueur au 29 avril 2012 à nos dettes actuelles, nos frais d'intérêts totaux s'élèveraient à environ 7,2 millions \$. Une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêt ferait augmenter nos frais d'intérêts totaux annuels d'environ 6,5 millions \$, un impact approximatif sur le bénéfice net de 0,03 \$ par action sur une base diluée. Nous n'avons actuellement recours à aucun instrument dérivé visant à atténuer ce risque. Nous analysons par contre le risque de taux d'intérêt sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif, les possibilités de couvertures ainsi que notre capacité à faire face aux fluctuations des taux d'intérêt.

Liquidité. Le risque de liquidité est le risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos engagements de location. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer et de nos contrats de location. Nous tirons principalement nos liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, nous analysons nos réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte nos besoins opérationnels, notre situation fiscale et nos besoins en capital tout en nous assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour rencontrer nos obligations en vertu de nos sources de liquidités actuellement disponibles. En date du 29 avril 2012, notre trésorerie s'élevait à 304,3 millions \$ tandis que 1,5 milliard \$ étaient disponibles en vertu de nos facilités de crédit dont une tranche de 840,7 millions \$ était inutilisée. Une tranche de 520,0 millions de nos facilités de crédit vient à échéance en septembre 2012 tandis qu'une autre tranche 1,0 milliard \$ vient à échéance en décembre 2016.

Poursuites. Dans le cours normal des affaires, Couche-Tard est le défendeur dans un certain nombre d'actions en justice et de réclamations habituelles pour une entreprise dans le secteur du commerce au détail. Nous atténuons notre risque notamment par l'entremise de couvertures d'assurances disponibles. Nous surveillons régulièrement ces poursuites et nous prévoyons des réserves, le cas échéant, dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels estimables.

Assurances. La plupart de nos installations sont couvertes par des assurances responsabilité civile, des assurances en cas d'incendie et des garanties connexes dont les conditions particulières et les montants d'assurance correspondent à ceux de biens similaires dans notre secteur d'activités. Certains types de sinistres, comme ceux attribuables à des guerres, à des actes terroristes ou à des catastrophes naturelles ne sont, en général, pas assurés parce qu'ils ne sont pas assurables ou économiquement inapplicables. Pour la portion des pertes non couvertes par des assurances ou pour lesquelles la franchise est très élevée, nous prévoyons, le cas échéant, des réserves dans nos états financiers afin de couvrir les coûts éventuels estimables.

Actes de guerre ou de terrorisme. Des actes de guerre ou de terrorisme pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur l'offre et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Taux de change. La plupart de nos revenus et de nos charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Par conséquent, notre sensibilité à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à une portion de notre dette à long terme libellée en dollars américains. Au 29 avril 2012, toutes choses étant égales par ailleurs, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu un impact net de 21,5 millions \$ sur les autres éléments du résultat global.

Au 29 avril 2012, nous étions aussi exposé au risque de change lié à notre acquisition potentielle de Statoil Fuel & Retail ASA pour laquelle le prix d'achat serait libellé en couronnes norvégiennes (« NOK ») et serait financée par le biais de notre facilité d'acquisition libellée en dollars américains. Au 29 avril 2012, nous avons des contrats de change nous engageant à livrer des dollars US en échange de NOK. Ainsi, au 29 avril 2012, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 1,0 % du NOK par rapport au dollar américain aurait eu un impact d'environ 16,5 \$ sur le résultat net.

Perspectives

Au cours de l'exercice 2013, nous comptons poursuivre nos investissements, avec discernement, afin, entre autres, d'améliorer notre réseau. De plus, nous avons l'intention de continuer à porter une attention continue à nos ventes, à nos conditions d'approvisionnement ainsi qu'à nos frais d'exploitation tout en portant un œil attentif sur les occasions de croissance qui pourraient s'offrir à nous.

Nous porterons une attention toute particulière à l'intégration de Statoil Fuel & Retail. Pour ce faire, nous avons formé une équipe multidisciplinaire qui s'assurera d'une intégration efficace et identifiera les opportunités d'amélioration, incluant les synergies disponibles. Dans ce cadre, nous mettrons aussi en place des stratégies qui nous permettront de diminuer notre niveau d'endettement afin de retrouver notre flexibilité financière et maintenir la qualité de notre profil de crédit.

Finalement, tel que le veut notre modèle d'affaires, nous entendons continuer à accorder la priorité à la vente de produits frais ainsi qu'à l'innovation, y compris le lancement de nouveaux produits et services, afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos nombreux clients.

Le 10 juillet 2012